

*Les crédits*

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Madame la Présidente, le débat a été assez intéressant jusqu'ici. Je ne sais pas si. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Faites de votre mieux, Howard.

**M. McCurdy:** Ce qui est intéressant, c'est qu'il n'apporte rien de neuf sur la recherche, le développement, la technologie et leur importance pour les Canadiens.

Je ne vois pas comment nous pourrions diverger d'opinion sur ce qui, sans être banal, sent un peu le réchauffé. La motion dit:

Que la Chambre reconnaisse que la recherche et le développement ainsi que les progrès qui en découlent sont le moteur d'une économie et d'un pays prospères et que le Canada doit accroître son niveau de recherche et de développement pour favoriser sa croissance économique au sein d'une collectivité internationale de plus en plus concurrentielle et avancée sur le plan technologique.

Seigneur, nous avons tous dû l'entendre répéter partout dans un millier de discours par un millier de politiques dont aucun, pas même le premier ministre, n'a apporté quoi que ce soit pour faire avancer la recherche, le développement et les sciences.

J'ai été captivé par le discours de mon collègue de Windsor-Ouest, le chef de l'opposition officielle. Il a développé les paroles du premier ministre actuel. Comme vous le savez, madame la Présidente, je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas commenté d'autres réflexions du livre publié en 1983 sous le titre «Telle est ma position». Le premier ministre y dit ceci, que le chef de l'opposition officielle n'a pas contesté: «En 1968, lorsque que M. Trudeau devint premier ministre, nous dépensions 1,4 p. 100 du produit national brut dans ce domaine vital de création d'emplois.»

Il ressort que, en 1985, après une année complète sous le régime du gouvernement actuel, le pourcentage était exactement le même: 1,4 p. 100. Il a dit ensuite que, pendant une décennie, nous n'avions dépensé que 0,9 p. 100, c'est-à-dire 0,9 p. 100 de notre produit intérieur brut dans le domaine de la recherche, et que, pendant les deux années qui avaient suivi, nous avions dépensé 1,13 p. 100.

Je soulève cette question parce que, avant d'être élu ici, j'étais un scientifique parmi tant d'autres au Canada qui se démenaient pour que leurs laboratoires continuent d'exister et de faire des recherches importantes ou de calibre mondial, à une époque où nous vivions dans la

crainte perpétuelle de voir le financement de nos travaux coupé d'une année à l'autre. On ne nous a jamais dit si la recherche universitaire allait encore être financée cinq ans plus tard. Je crois comprendre que c'est un domaine réservé. En fait, durant presque trois décennies, pour quelque horrible et stupide raison, ni le gouvernement précédent ni le gouvernement actuel n'ont appuyé la recherche et le développement dans le domaine scientifique. J'aurais cependant plus d'indulgence pour le gouvernement actuel que pour le précédent, en raison de l'orientation qu'il a décidé de donner à l'essor des sciences ainsi que de la recherche et du développement dans notre pays.

Le chef de l'opposition a dit n'avoir que faire des vieilles histoires et s'intéresser plutôt à la situation actuelle. Or, l'une des plus graves difficultés auxquelles on se heurte lorsqu'on cherche à favoriser l'essor de la recherche et du développement ainsi que des sciences dans notre pays est le fait que nous avons créé une mentalité que les politiques n'ont rien fait pour améliorer. Selon cette mentalité, la recherche et le développement comme les sciences sont loin d'avoir autant d'importance que bien d'autres choses dans notre société et, d'une façon ou d'une autre, notre survie sera toujours assurée grâce à l'exploitation de nos ressources et ainsi de suite.

Au lieu de répéter les arguments habituels, il serait peut-être utile de décrire un peu plus en détail, pour commencer, ce dont il s'agit au juste et ce qui est en jeu ici, non pas du point de vue de ce qui semble peut-être un débat mystérieux entre initiés, mais de celui des gens ordinaires qui suivent probablement ce débat.

Le fait est que notre économie doit subir une transformation considérable, une transformation historique. Notre pays a toujours été fier de ses forêts, de ses pêches, de ses mines et de toutes les ressources qu'il a pu vendre, et à bon prix. C'est grâce aux profits réalisés par la vente de ces ressources que nous avons pu bénéficier d'une saine économie et faire triompher chez nous la démocratie et la justice sociale.

• (1550)

En ce qui concerne les ressources énergétiques, nous allons désormais devoir en trouver d'autres à vendre qui ne contribuent pas, comme celles que nous vendons à